

Collectif citoyen Castillon, le 4 mai 2018.

50 ans : 1968-2018.

Merci aux organisateurs d'avoir invité l'Institut CGT d'histoire sociale pour évoquer les événements de 1968.

Pour laisser beaucoup de temps au débat nous sommes convenus d'une introduction de maximum 10 minutes. Hors de question donc de présenter une analyse détaillée des événements nationaux, girondins et locaux. Juste quelques flashes significatifs de mon point de vue.

Après un regard sur la situation générale de la société avant 68 nous évoquerons quelques faits, les acquis sociaux très importants, puis quelques questions toujours en débat, avant de chuter sur quelques effets et bouleversements nés ou générés par la période, car sur le moment, « le nez dans le guidon » selon l'expression consacrée, les acteurs, moi au moins, n'avions pas mesuré tout ce qu'engendreraient ces événements.

Deux anecdotes personnelles pour qualifier l'état de la société avant 68.

En 1966 recruté fonctionnaire des impôts je vais prêter serment au Tribunal de Libourne avec une jeune collègue. Je m'exécute, RAS. C'est le tour de ma collègue et le président du tribunal de lui dire : « Mademoiselle vous reviendrez quand vous serez habillée correctement ». Elle était en pantalon, ~~ce n'était pas autorisé officiellement.~~

En octobre 1967 ma petite amie commence ses études de sciences et loue une chambre au village universitaire de Talence. A l'entrée du bâtiment D au V2 la concierge m'arrête alors que je suis chargé de valises : « Monsieur, où allez vous, l'accès est interdit aux hommes ! » Nul besoin de commentaires.

1968, 10 ans que le pouvoir gaulliste est en place. « 10 ans ça suffit » tel est le mot d'ordre général et commun à toute une société bloquée, moraliste, hiérarchisée. La connivence de l'État, du CNPF (ancêtre du MEDEF) et des grands groupes industriels en phase de concentration exerce une pression sur l'ensemble des salariés et de la population, le pouvoir d'achat baisse, les conditions de travail se dégradent, le chômage commence à se développer. Nanti de pouvoirs spéciaux, en 1967 le gouvernement promulgue des ordonnances qui portent sérieusement atteinte à la Sécurité Sociale.

Unies par un accord d'unité d'action depuis le début de l'année 1966, la CGT et la CFDT, les deux principales confédérations ripostent à cette offensive.

1967 connaît un grand développement des luttes.

Sur le plan national, si 1966 connaît 3 323 500 journées de grèves recensées officiellement, il y en a 4 220 000 pour 1967. En Gironde, dès l'automne 67, la lutte des Dassault pour obtenir la parité des salaires avec la région parisienne dure plusieurs mois, est victorieuse, et annonciatrice de nouvelles pratiques syndicales fondées sur une démocratie syndicale et ouvrière renouvelée et sur une extériorisation de la lutte appuyée par la population et diverses institutions. Aux impôts ce sont 3 semaines de grève administrative qui en mars 68 permettent d'obtenir de sérieuses avancées.

L'UL-CGT de Libourne est très active, le 17 juin 67, 50 voitures défilent en ville avec des slogans pour demander la paix au Viêt-Nam, le 18 novembre une délégation est reçue à l'Hôtel de ville alors que Mr Boulin reçoit messieurs Marcellin et Chirac, ministres, pour une séance de travail.

Le 1^{er} mai à Paris rassemble cent mille manifestants dont de nombreux jeunes.

Quelques flashes sur les faits eux mêmes :

Tout début mai, la faculté des lettres de Nanterre est fermée, les forces de police investissent le quartier latin et occupent la Sorbonne. Les étudiants légitimement scandalisés réagissent et manifestent ; les bagarres entre étudiants et forces de répression se font de plus en plus violentes. La CGT proteste contre les brutalités policières et dénonce aussi, je cite, « les éléments troubles et provocateurs qui dénigrent la classe ouvrière et ont l'outrancière prétention de venir lui inculquer la théorie révolutionnaire et diriger son combat ».

Le 7 mai, 1^{ère} manifestation étudiante à Bordeaux : 4 000 jeunes vont de la place Saint Projet à la Victoire. Les revendications sont

- générales sur la réforme du système éducatif (contenus, méthodes), les libertés,
- et locales sur l'aménagement du nouveau site étudiant de Talence Pessac.

La nuit des barricades à Bordeaux aura lieu autour de la fac de lettres le samedi 25, faisant 109 blessés, avec 90 interpellations dont 38 étudiants et 19 repris de justice.

Le 13 mai, grève générale de 24 h lancée au niveau national par la CGT, la CFDT, La FEN, et l'UNEF. A Libourne, d'après Sud-Ouest, 1 500 personnes défilent et la salle des pompiers est trop petite pour accueillir les manifestants, une délégation CGT, CFDT, FEN avec des étudiants et lycéens de Libourne est reçue à la sous préfecture. Partout en France même si les dates s'échelonnent sur quelques jours le mouvement se généralise. Toujours à Libourne, dans la nuit du 18 au 19 mai les cheminots se mettent en grève, ils sont suivis le 21 mai par les établissements de la zone industrielle : Ventex, CIA Barbot, Solicoq, Malick, Chanal, par EDF, les Contributions Indirectes, les ciments d'Espiet, les entreprises du bâtiment Vincent, Fayat. Chez les enseignants aussi la grève s'étend à partir du 22 mai, les paysans au travers des FDSEA participent à l'action du 24 et organisent des barrages routiers. Malgré les surenchères et provocations diverses l'action est solidement ancrée dans les entreprises pour déjouer des manœuvres diverses et des tentatives d'isolement de la CGT et du PCF cibles des mouvements « gauchistes ».

La consigne de la CGT est partout la même : « décidez la grève en bas dans les entreprises par un vote des salariés en assemblée générale, définissez vos revendications et portez-les à vos employeurs. » Entre 8 et 10 millions de grévistes seront comptabilisés, du jamais vu en France, davantage qu'en 1936.

Le gouvernement est bien obligé de reconnaître que la situation est sérieuse et le 25 mai s'ouvre au Ministère des affaires sociales rue de Grenelle des négociations tripartites : gouvernement, patronat, syndicats. Les négociations sont serrées et s'achèvent le 27 mai au matin non sur un accord, mais sur un constat.

Des revendications qui jusque là étaient rejetées par gouvernement et patronat sont satisfaites en totalité ou partiellement, mais beaucoup reste à faire.

Georges Séguy, pour la CGT dit : « Nous ne saurions donner de réponses sans consulter les travailleurs ». Et dans beaucoup d'entreprises la grève continue pour obliger les secteurs professionnels, les entreprises à négocier à partir des acquis et des insuffisances des négociations principales. En fonction des nouveaux conquits sectoriels ou d'entreprises, des décisions des AG, les reprises s'échelonnent début juin. Mais dans la métallurgie il faudra attendre mi-juin et le 25 chez Citroën pour que les négociations se terminent.

Le 30 mai de Gaulle annonce qu'il reste, qu'il garde Pompidou comme 1^{er} ministre, qu'il dissout l'Assemblée Nationale, qu'il convoque des élections législatives et il bénéficie ce

jour là d'une manifestation de soutien qui regroupe à Paris de 300 000 à 1 million 5 personnes.

Sans atteindre le niveau français quelques mouvements étudiants sont à noter en Europe au Mexique et aux Etats unis, mais 68, c'est aussi l'assassinat de Martin Luther King et l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars soviétiques.

Les acquis, les conquies sociaux de Grenelle :

Dès 68 ont été obtenus, sur les salaires, la suppression des abattements de zones, une augmentation du SMIG (devenu SMIC ensuite) de 37%, la suppression du SMAG ce qui se traduisait par une augmentation de 59% pour les salariés agricoles, un relèvement de tous les salaires de 10 à 15% en moyenne.

A été engagé le processus pour aller vers les 40h.

En matière de droit syndical, c'est la reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise avec la liberté de création des sections syndicales, des locaux syndicaux, la protection des délégués, des panneaux d'affichages, suivis des Lois Auroux en 1982...(NAO, CHSCT, droits d'expertises...)

Mais aussi des négociations interprofessionnelles par branches sur les conventions collectives, sur les grilles uniques de classifications et de rémunérations, sur la sécurité de l'emploi, sur la formation professionnelle, avec mise en place de commissions paritaires diverses.

Certes certains acquis ont été grignotés, il a fallu se battre pour en préserver d'autres, certains rêvent encore d'effacer 68 sur le plan social, mais à l'époque tous ceux qui sont ici et qui en ont bénéficié, diront que « ça a fait du bien au porte-monnaie », sans parler du climat d'une société marquée par un vent de liberté, de renouveau, d'espérance démocratique.

Certains débats perdurent sur les appréciations des uns et des autres à ce moment là et/ou depuis :

- Sur les relations étudiants-ouvriers :

Globalement le regard des grévistes vis à vis des étudiants étaient fait de soutien, de sympathie (les lycéens et étudiants étaient aussi parfois leurs enfants). De respect aussi, quelquefois un peu paternaliste sans doute. Mais quand il s'agissait d'étudiants (ou de mouvements) qui voulaient venir expliquer dans les entreprises comment faire la révolution, là les militants ont été très clairs : la lutte se mène avec les salariés de l'entreprise leurs syndicats, dans la démocratie, et pas de l'extérieur avec des leçons et des « Ya-ka ».

- Étions nous en présence d'une situation révolutionnaire ?

Tout changement brusque peut être qualifié de révolutionnaire et la grève générale créait effectivement un changement brusque du rapport des forces en faveur des travailleurs. Mais au sens politique du terme c'est autre chose. La question était de savoir pourquoi les salariés participaient à la grève : pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail ? Ou avec la volonté d'abattre le capitalisme et d'instaurer le socialisme par voie insurrectionnelle ? Pour la CGT, pour moi, en grève au centre des impôts de Libourne, il ne peut y avoir de doute. Pour la grande masse des travailleurs en lutte les motifs de la grève étaient essentiellement revendicatifs, économiques et sociaux.

- La gauche a-t-elle manqué une occasion ?

La dynamique unitaire, syndicale en particulier, aurait à coup sûr, rallié tous les alliés nécessaires à une victoire des forces de gauche. Mais ce mouvement était en avance sur les possibilités d'unité politique qui viendra quelques années plus tard avec le programme commun. Un dirigeant de la CFDT, Robert Duvivier, a eu le mérite d'exprimer ouvertement, de façon un peu abrupte il est vrai, l'état d'esprit dans lequel se trouvaient à cette époque, de nombreux hommes politiques de gauche et de syndicalistes, je cite : «il s'agissait de faire échec au double risque d'un coup d'État militaire ou d'un gouvernement populaire préconisé par la CGT et le PCF qui se seraient taillé la part du lion ». Fin de citation.

En conclusion évoquons les effets de 1968 au travers d'une question. Que reste -il de 1968 ?

Il reste bien sur les conquêtes sociales qu'il faut toujours défendre après les avoir acquises, l'expérience aussi de ces jours d'occupation, de ces débats pour toute une génération, quelques désillusions aussi quelquefois.

Il reste également tout ce qui est né, a émergé, a été révélé, à ce moment là ou au fil du temps progressivement. Il est facile de dire 50 ans après, les organisations syndicales, politiques n'ont pas su, n'ont pas vu, ont réagit avec des modèles dépassés mais l'histoire doit être regardée dans le contexte où les évènements se sont déroulés pas avec les lunettes d'aujourd'hui.

Sur 3 questions au moins 1968 a été un amplificateur, un accélérateur.

- S'agissant des femmes leur participation au mouvement a bouleversé non seulement les relations qu'elles avaient dans l'entreprise, avec leur hiérarchie et avec leurs collègues masculins, mais aussi dans la famille et dans le couple. Leur place au travail et dans les luttes (quantitativement et qualitativement) a considérablement changé si l'on rajoute la conquête de leur autonomie, de la liberté de leur corps, du respect de la liberté et de la dignité de l'individu « femme ».
- - S'agissant des jeunes, de leur éducation, de leur formation, de leur place dans la famille, dans la société il y a vraiment eu, un avant, et un après 68.
- S'agissant enfin des exigences sociales et syndicales notamment, la démocratie s'est imposée comme pilier des rapports citoyens. Pour la CGT, 1968 a fait naître des pratiques par lesquelles le syndiqué est devenu acteur et décideur des revendications et des formes d'actions.

Sur un plan plus général, aujourd'hui, les sirènes de la communication, de la gouvernance, de l'intégration ou du lean-management dans l'entreprise, s'habillent des nouvelles technologies pour détourner cette aspiration et maintenir ces bons vieux pouvoirs dominateurs. Mais là aussi le temps et les luttes font leur œuvre et le « démagisme » ne saurait remplacer la nécessité de construire un projet politique progressiste au service de tous.

Mais là ce n'est plus de l'histoire et ce n'est donc plus mon propos. Merci.